

Bulletin d'histoire politique

La spécificité des intellectuels des années cinquante au Québec

Yvan Lamonde



Volume 3, numéro 1, automne 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063444ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063444ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamonde, Y. (1994). La spécificité des intellectuels des années cinquante au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 19–24.
<https://doi.org/10.7202/1063444ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA SPÉCIFICITÉ DES INTELLECTUELS DES ANNÉES CINQUANTE AU QUÉBEC

Yvan Lamonde

Université McGill

Cette communication porte sur les intellectuels des années 1950, mais surtout sur les intellectuels des deux décennies précédentes, l'intention étant de chercher la spécificité des intellectuels de la décennie 1950. L'intellectuel m'intéresse dans une moyenne durée, de 1840 à 1950, et l'objectif est moins de le prendre pour acquis que chercher les conditions de possibilités de ces intellectuels dans les structures culturelles comme l'université, la presse, les crises idéologiques et intellectuelles.

La trame de cette analyse des intellectuels remonte à l'étude, à paraître, que je fais du 19^e siècle et que j'ai intitulée «Les intellectuels francophones au Québec au XIX^e siècle: questions préalables». Cette trame est la suivante: la condition de possibilité des intellectuels passe par l'existence d'un intellectuel, d'individus. Sur cent ans d'histoire intellectuelle du Québec, ce qu'il faut établir, c'est la relation entre les intellectuels, l'affirmation d'individus et la nécessaire affirmation de la raison. En conséquence, il est difficile de concevoir une histoire des intellectuels au Québec qui ne ferait pas place à une histoire de la laïcisation de la pensée. De ce point de vue, la décennie des années 1950 sera particulièrement intéressante.

Au niveau du lexique, c'est-à-dire de l'usage du terme «intellectuel» et d'une constellation de synonymes, le mot n'apparaît pas, dans l'état actuel de nos connaissances, avant 1901 au Québec. Et c'est Léon Gérin qui l'emploie d'abord. Le lexique est un indicateur de la conscience que l'on a d'avoir des intellectuels dans une société ou d'en être. Il n'y a pas beaucoup d'autres signes que l'usage du terme même comme auto-présentation de soi comme intellectuel. Or, dans les années 1920, l'usage que Groulx fait par exemple «d'intellectuel» réfère encore à la notion d'intellectualisme qui courait au temps de l'Affaire Dreyfus, c'est-à-dire l'intellectuel perçu comme faisant montre de trop d'intellectualisme, de trop de rationalité ou de raison.

Le terme devient courant dans les années 1920 et 1930, autant chez Jean-Charles Harvey, chez le Père Lévesque, dans sa fameuse conférence de 1935 sur la mission des intellectuels canadiens que dans l'article de René Garneau de 1939, «Position de l'intellectuel dans la nation». Au début de la Seconde guerre mondiale, le mot est dans le lexique et dans l'usage courant.

Durant le premier tiers du vingtième siècle, jusqu'au début de la Crise, un aspect important des relations entre les intellectuels et la politique concerne cette fameuse question des nationalistes qui voulaient se situer au-dessus des partis politiques. C'est déjà le propos d'Edmond de Nevers dès 1896, au moment où Laurier commence à décevoir les nationalistes canadiens-français. Et de 1896 à 1917, on voit les milieux des penseurs nationalistes tenir ce langage récurrent, à l'effet que les penseurs doivent se situer au-dessus des partis, au-dessus de la mêlée, pour bien défendre les intérêts de la collectivité. Il y a donc, assez tôt, une tradition des intellectuels nationalistes de se dégager des partis politiques, mais aussi d'être tentés, à nouveau, de s'en approcher. C'est le cas des Jeune-Canada, par exemple, qui vont se rapprocher de l'Action libérale nationale, mais qui vont être floués en 1936 par l'élection de M. Duplessis. Il y a donc un mouvement de tango continu, de distanciation et de rapprochement, qui me semble intéressant à suivre sur une durée séculaire.

La décennie 1930, qui correspond à la crise économique, mais qui renvoie tout autant à une crise de civilisation et à une crise intellectuelle, développe une conscience générationnelle extrêmement importante. Alors, les intellectuels se heurtent à l'histoire, que ce soit Laurendeau, Hertel, Dansereau, Pelletier et d'autres. Encore, dans la décennie 1930, se formule une notion centrale, qui va s'enrichir au fil de la décennie suivante: la notion d'engagement, cruciale dans la définition de l'intellectuel. La notion pré-sartrienne d'engagement est utilisée par des penseurs, des intellectuels et des journalistes familiers avec Maritain et Mounier; s'accroche à ce thème de l'engagement celui du philosophe dans la cité, qui est une des articulations majeures de la pensée de Maritain. On retrouvera ce thème dans l'histoire des idées: «le philosophe dans la Cité», «la cité harmonieuse» de Péguy, pour finir évidemment dans le titre de la revue «*Cité Libre*».

La décennie de 1940 se distingue par quatre caractéristiques. La notion d'engagement, les brèches de la laïcisation, la convergence d'un certain nombre d'initiatives des intellectuels et la visibilité plus grande d'une cible à viser, de la part des intellectuels, Monsieur Duplessis.

Première caractéristique, la notion d'engagement. Sartre vient à Montréal en 1945, et fait une conférence en 1946 — cela a bien été étudié

par Yvan Cloutier du Cégep de Sherbrooke — qui porte sur la notion d'engagement. On voit alors se dessiner dans les réactions de la presse de l'époque toute l'importance de ce thème par la récurrence du mot dans les écrits de la fin des années 1940, après la guerre.

Deuxième mise en place importante, à tout le moins dans mon analyse des intellectuels, qui ne peuvent être que l'aboutissement d'une pensée laïcisée, c'est-à-dire non pas une pensée qui refuse toute transcendance mais d'une pensée qui sépare les pouvoirs religieux et politique, qui sépare le sacré et le profane. C'est probablement d'ailleurs la condition d'existence de l'intellectuel; si celui-ci veut s'affirmer face à des clercs, qui ont jusqu'alors eu une importance dominante parmi les penseurs, s'il veut apparaître comme relativement autonome, il faut qu'il distingue le sacré du profane, le religieux du politique. C'est sa voie d'entrée dans la réalité.

Durant les années 1940, des brèches importantes s'ouvrent dans le milieu intellectuel. La première concerne la distinction entre l'action catholique et l'action nationale. C'est la fameuse polémique entre Groulx et Lévesque, qui est gardée sous boisseau pendant six ans. En 1941, la *Revue Dominicaine* publie le texte du Père Lévesque où celui-ci propose qu'on dissocie l'action catholique de l'action nationale. On y trouve le nouveau langage des penseurs catholiques, du Maritain de *La primauté du spirituel* où cette notion de la primauté du spirituel prend une nouvelle saveur dans le vocabulaire des catholiques des années 1940. Il ne s'agit plus de la primauté du spirituel de Monseigneur Laflèche et de Monseigneur Bourget, mais c'est toujours la primauté du spirituel, à la moderne. La formule offre une espèce de pont de transition vers une forme de laïcisation. Tout le travail de la JÉC, tous les débats au sujet de la non confessionnalité d'un certain nombre d'institutions — les coopératives, la corporation des infirmières — constituent autant de brèches sérieuses de la part des laïcs dans ce mur de la religion.

Ces aspects individuels sont connus, mais il s'agit de faire voir la convergence d'un certain nombre d'initiatives d'intellectuels dans les années 1940, d'intellectuels qui viennent d'horizons divers. Il faut souligner la jonction qui se fera entre le syndicalisme et une partie de l'Église. Cette rencontre tient à la force même du syndicalisme du temps de guerre, et la grève de l'amiante permet cette jonction nouvelle de certaines forces, y compris d'intellectuels, de journalistes, de «récents anciens» des Sciences sociales de Laval.

Il y a aussi une convergence dans le milieu des arts: pensons à la polémique entre Pelland et Maillard, au manifeste *Prisme d'yeux*, au *Refus*

global. Il y a aussi l'université qui commence à former des penseurs intellectuellement autonomes de la Doctrine. On passe dans les Écoles des sciences sociales — surtout à Québec — de la «doctrine» sociale à la «science» sociale. C'est une étape importante de la laïcisation de la pensée.

Il y finalement une cible commune qui se dessine. Une cible qui va jusqu'à un certain point susciter la convergence des tirs de la part de ces différents milieux, c'est l'élection de Monsieur Duplessis en 1944, sa réélection en 1948. Des phénomènes comme L'Affaire Roncarelli, qui a été bien étudiée, témoignent de ces premiers tirs groupés. De ce point de vue, il faudrait se rappeler que le duplessisme est à mettre en relation avec le mcCarthyisme aux États-Unis, de façon à le relativiser jusqu'à un certain point.

J'en arrive aux années 1950, qui est notre propos, et j'aimerais essayer de voir ce qu'est, du point de vue des idées, la spécificité des intellectuels de cette décennie. Je n'ai pas cité beaucoup de noms propres, je n'ai pas donné beaucoup d'exemples de ceux que je fais entrer dans cette catégorie des intellectuels. Personnellement, je me sens à l'aise avec la définition que Pascal Ory et Jean-François Sirinelli ont donnée de l'intellectuel dans leur bouquin sur *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*: «l'homme du culturel, qui passe au politique», et non pas nécessairement à la politique partisane. J'ai bien apprécié aussi, pour d'autres raisons, la définition de Léon Dion de l'intellectuel: l'universitaire ou l'érudit qui accepte de prendre le public comme interlocuteur. Cette définition comporte une dimension démocratique fort intéressante.

Première caractéristique, il me semble, des années 1950: le phénomène nouveau renvoie à une perception, à une définition des intellectuels dans la mouvance de l'exemple sartrien. Apparaît le thème de la liberté, le thème du projet existentiel, des chemins de la liberté. On trouve des indices suffisants, d'un point de vue d'historien en tout cas, pour attester de cette récurrence, de cette quête de la liberté, de l'affirmation de la liberté. Et on comprendra ce thème comme un liant entre la notion d'engagement et la notion de Cité. Alors, que ce soit la revue *Cité Libre* elle-même; que ce soit la contribution de Maurice Blain à la revue *Esprit*, en 1952; que ce soit la session de l'Institut canadien des affaires publiques en 1959, où Fernand Dumont et Maurice Lamontagne présentent tous deux des conférences sur le thème de la liberté; que ce soit la revue *Liberté* qui est fondée en 1959, et qui en décembre 1959 publie un numéro spécial sur les intellectuels et la société politique; dans tous ces cas, un thème est affirmé, martelé.

Le thème est présent non pas simplement chez ceux qui revendiquent une certaine laïcisation de la société, mais aussi dans les milieux ecclésiastiques. En 1945, déjà, les Semaines sociales du Canada organisaient une session annuelle fort intéressante dans son titre: «Liberté et libertés». Mais il y a là plus de mises en garde que de consentement à des formes nouvelles. Le Père Régis publie des articles sur la liberté de l'esprit, en 1951. Et on peut prendre comme indicateur global le mot célèbre du Père Lévesque en 1952, au Palais Montcalm de Québec: «Si l'autorité vient de Dieu, la liberté vient aussi de Dieu.» Les intellectuels ont tout intérêt à d'abord mener le combat pour la liberté, qui est leur acte de naissance.

Deuxième spécificité ou originalité de la décennie, du point de vue de l'émergence d'un certain type d'intellectuels: le thème du risque. L'engagement est un risque. Deux indices de la présence de cette dimension dans la pensée de l'époque: Laurendeau qui écrit sur ce thème, mais surtout l'article de 1958 de Pierre Vadeboncoeur, qui va devenir un bouquin, *La ligne du risque*. Dans le monde du savoir ou de l'expression culturelle de l'époque, il n'y a pas qu'un discours sur le risque, il y a de plus en plus de pratiques risquées, que ce soit la publication du bouquin *La grève de l'amiante* (1956), où se trouvent évidemment différents exercices de différentes libertés et de différents risques — je fais allusion à l'avant-propos de Monsieur Trudeau et à d'autres contributions qui ne sont pas de la même teneur. La grève des étudiants en 1958 et la grève de Radio-Canada en 1958-59 sont des gestes risqués de la part non plus du monde des travailleurs manuels, mais du monde des travailleurs intellectuels.

Troisième dimension de la nouveauté de la décennie 1950: la question de la laïcisation et du laïcisme. Ce combat connaît un deuxième souffle en regard des années antérieures. Le meilleur indice se trouve chez ceux qui fondent *Cité libre* et qui vont faire de la laïcisation, en tout cas de la séparation de l'Église et de l'État une dimension essentielle de cette cité libérée. Et s'ils en font un combat dans les années 1950, c'est que le combat qu'ils ont mené dans les années 1930, dans la JÉC, n'a pas pu aboutir. Il y a donc une volonté de séparer le pouvoir religieux et le pouvoir politique, chez ces catholiques moins jeunes qui furent, dans un premier temps, de la JÉC. Un autre indice de la pression qui s'exerce sur les milieux catholiques: le Centre catholique des intellectuels canadiens, qui va regrouper des gens comme Léon Lortie, Claude Ryan, Gérard Pelletier, Jacques Lavigne, qui créeront la revue *Croire et savoir* et qui publieront quelques brochures sur des thèmes comme la mission de l'université. Il y a donc un souci de faire

face à la poussée laïcisante en intégrant dans la pensée même des milieux catholiques ces notions à la fois de la laïcisation et de l'intellectuel.

Quatrième indicateur du contexte dans lequel émergent ces intellectuels des années 50: la polarisation nouvelle entre gauche et droite. Pierre Trépanier, dans sa dernière contribution aux *Cahiers des dix*, a évoqué cette piste de recherche. Les «Mémoires» restés inédits du père Ceslas Forest et la démission de Monseigneur Charbonneau après la grève de l'amiante témoignent de cette notion qu'une gauche est en train de s'installer fermement. La preuve par l'absurde, si je puis dire, de l'adoption de ce lexique se trouve dans la levée de bouclier de Robert Rumilly qui publie alors ses tracts sur «l'infiltration gauchiste».

Cinquième trait — et dominant — des intellectuels des années 50: l'évidente multiplication des tribunes. Il y a un nouveau dynamisme au *Devoir*, qui est l'avant-garde de la presse dans la lutte au duplessisme; il y a le journal *Le monde du travail*, qu'on oublie souvent, il y a *Le haut-parleur*, qui est un peu le dernier sursaut de T.-D. Bouchard. Il y a *Cité libre*, il y a *Vrai*, il y a *Situations*, il y des tribunes comme l'ICAP, et il y a surtout la télévision. On ne peut comprendre la place qu'occupe *Cité libre*, alors et par la suite, si on ne tient pas compte du fait, non pas du tirage de *Cité libre*, mais que *Cité libre* a eu, avec la télévision, un haut-parleur, une caisse de résonance dès 1952, dans la mesure où beaucoup de ses collaborateurs s'y sont retrouvés.

Un dernier point soumis à votre analyse, pour discussion. Il y a manifestement une mise en place des intellectuels dans les années 1950, mais il faut faire place aussi à ce qui m'apparaît être, même d'un point de vue séculaire, une tendance de fond de l'histoire des idées au Québec, c'est-à-dire l'anti-intellectualisme. Il y a constamment — et même dans les années 1950 — un anti-intellectualisme certes évident chez Monsieur Duplessis qui parlait des «joueurs de piano» ou des «pelleteux de nuages», mais aussi présent dans les *Mémoires* de Monsieur Lapalme. Qu'on relise les pages que Monsieur Lapalme consacre aux gens de *Cité libre*: influence zéro, cénacle, chapelle, ou au Rassemblement de 1956. Dans notre analyse de l'émergence des intellectuels au Québec, il faut y inclure un courant anti-intellectualiste qui prend de multiples formes au cours de l'histoire. Mais dans les années 1950, il y a encore des poches de résistance très fortes à l'intellectualisme, comme on en a connues dans les années vingt avec l'abbé Groulx, et comme on en avait connues en France au temps de l'Affaire Dreyfus.